



Recherches sur les agrocarburants à l'INRA :

Les positions de la CGT-INRA

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École – Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr
Site Intranet : <http://www.inra.fr/intranet-cgt/> - site Internet : <http://www.inra.cgt.fr/> Document réalisé le 27/03/2008

En matière de recherches sur les agrocarburants, la politique de l'INRA a fortement varié : suite au choc pétrolier de 1973, certains chercheurs prônent dès 1980 une recherche interne sur les agrocarburants. Cette idée ne reçoit pas le soutien attendu, et ne perdure qu'au travers de programmes européens.

Aujourd'hui, la Direction Générale de l'INRA revient en force sur le sujet¹ pour des raisons essentiellement politiques.

En effet, la fin de la ressource pétrolière étant annoncée, le prix du pétrole augmentant dans des contextes de conflits internationaux dans les zones de production, et la consommation de carburants fossiles activant le réchauffement climatique par émission de gaz à effet de serre, soutenir les agrocarburants est un moyen de soutenir le revenu des agriculteurs, dans un contexte où le budget de soutien structurel à la production par la PAC est en baisse.

L'INRA a initié un **programme CARBIO** (une quinzaine de postes de chercheurs et ingénieurs fléchés) destiné à organiser la recherche dans ce secteur des agrocarburants.

Pour la CGT-INRA, focaliser la recherche sur les agrocarburants ne doit pas occulter de nombreux aspects associés qui relèvent également de problématiques importantes de recherche.

Avant tout développement intensif de cultures à destination de la production d'agrocarburants, il reste en premier lieu à résoudre le problème de la faim dans le monde².

Cette question repose sur un problème de politique des répartitions : selon certaines sources, avec la production actuelle, on pourrait nourrir 12 milliards d'individus. Selon d'autres, des développements technologiques basés sur une bien meilleure compréhension des écosystèmes sont indispensables à la satisfaction des besoins vitaux d'une population aussi importante.

La souveraineté alimentaire, mise en cause par le marché, est donc loin d'être réglée dans le monde. **Il n'y a pourtant quasiment plus actuellement de recherches socio-économiques en ce domaine à l'INRA.** Ne considérant que le marché et la demande solvable, les objectifs de la direction du département SAE2³ font perdurer ce manque de recherches.

La recherche sur les agrocarburants doit bien évaluer le risque encouru par les pays en voie de développement.

Le développement outrancier de cultures à destination des agrocarburants de première génération au détriment de cultures à vocation alimentaire va poser de sérieux problèmes socio-économiques dans certains pays (comme déjà notamment en Colombie et en Indonésie).

L'augmentation récente des prix du blé, du riz ou du maïs pose déjà des problèmes économiques et alimentaires graves à certaines populations (Mexique, Maroc, Côte d'Ivoire notamment).

Dans les pays à forte démographie, où les surfaces de terre cultivable ne sont pas extensibles, le problème de l'augmentation des rendements agricoles va rapidement émerger.

La même culture peut effectivement d'un côté sauver une « civilisation », mais peut également causer le déclin d'une autre...

En cette matière comme en toutes, il est donc plus que jamais nécessaire de développer des collaborations avec les pays en développement pour contribuer à ce que des équipes locales évaluent les enjeux de certaines trajectoires de développement à l'aune de leurs propres objectifs sociétaux.

En France, si 2 millions d'hectares de terres cultivées sont à terme dédiés aux agrocarburants, un problème aigu de pression démographique et de spéculation foncière par rapport à la surface cultivée va se poser.

¹ A ce sujet, vous pouvez lire « INRA Magazine n°1 » de juin 2007 : http://www.inra.fr/l_institut/l_inra_en_bref/l_essentiel_en_documents/inra_magazine

² A ce sujet, vous pouvez lire l'étude présentée par Mme Jocelyne Hacquemand au Conseil Economique et Social, rapport intitulé « FAIM DANS LE MONDE ET POLITIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES : BILAN ET PERSPECTIVES » : <http://www.ces.fr/rapport/doclon/08031806.pdf>

³ Département SAE2 pour Sciences Sociales, Agriculture et Alimentation, Espace et Environnement – plus d'info : <http://www.inra.fr/esr/>

Dans le bilan de CO₂ des cultures pour les agrocarburants, il ne faut pas oublier qu'elles ne remplacent pas un désert, mais des surfaces vertes qui fixaient déjà auparavant du carbone. Ces aspects ne paraissent pas encore suffisamment pris en compte dans les recherches proposées à l'INRA.

Derrière la thématique des agrocarburants se profilent des profits potentiels gigantesques à court terme ainsi que divers lobbies céréaliers, oléagineux, pétroliers, automobile et machinisme agricole, semenciers et biotechnologiques, agrochimiques, grande distribution et propriétaires fonciers, avec leurs forts moyens de pression, qui participent notamment à la création de pôles de compétitivité régionaux dans ce domaine.

De nombreux scientifiques ont déjà démontré que la recherche orientée sur les agrocarburants à base d'huile de palme ou de colza ne représente qu'une voie palliative, voire perverse, pour lancer la machine mais ne représente en aucun cas une vraie voie économique et durable...

Donner une priorité aux recherches sur les agrocarburants ne doit pas faire oublier de prendre également en compte toute une panoplie de thèmes de recherches qui doivent en découler.

Parmi ces thèmes : rareté des ressources en eau, valorisation par incinération des déchets produits par la voie humide, utilisation et devenir des intrants utilisés (engrais, pesticides, ...), OGM, gaz à effet de serre (CO₂, oxyde nitreux,...), moratoire sur les agrocarburants de première génération, contribution de l'agronomie à la recherche d'un système économique nouveau, économe, plus égalitaire et basé sur des énergies réellement renouvelables et non polluantes ...

Il semble que l'INRA ait par ailleurs sous estimé les possibilités d'utilisation de la biomasse pour faire de la chaleur ou de l'électricité par combustion (filiale bois), alors que cette technologie est déjà envisagée dans le Nord Est de la France. **Il faut donc déplacer et élargir le débat plus loin que le remplacement des seuls carburants fossiles, en prenant en compte l'énergie au sens le plus large du terme.**

Aujourd'hui un enjeu économique est bien de mettre au point des agrocarburants de 2^{ème} génération, en convertissant la biomasse ligneuse en éthanol grâce à l'amélioration de microorganismes et de leur batterie d'enzymes, afin qu'ils soient capables de dégrader plus efficacement la lignine et la cellulose. **Dans ce domaine, les recherches menées par l'INRA sont quasi-inexistantes,** alors que dans le monde ce thème de recherche commence à être pris en compte... Pourquoi explorer d'abord les potentialités d'autres sources de biomasse, telles que les résidus de cultures (pailles) ou de forêts, ou des plantes comme le miscanthus et le sorgho, ou même travailler sur des peupliers transgéniques à lignines modifiées cultivés pour comprendre les mécanismes qui permettraient une dégradation plus facile de la lignine⁴ ? Ne continuons-nous pas pendant ce temps à accumuler un retard important en connaissances fondamentales sur cette future voie de valorisation par fermentation de la biomasse ligneuse non valorisée ?

L'augmentation du prix du pétrole rendra probablement rentable à court terme les agrocarburants de 1^{ère} génération, et risque non seulement d'affamer les pauvres, de polluer la planète, mais également d'empêcher le développement des agrocarburants de 2^{ème} génération.

Selon la CGT-INRA, la production de biomasse à destination des agrocarburants pose donc les mêmes questions socio-économiques et techniques que tout développement de nouvelles cultures.

Ne faudrait-il pas que l'INRA en tienne compte pour ne pas risquer d'aggraver, par une attitude unilatérale, les problèmes économiques et sociaux résultant des inégalités croissantes pour les ressources naturelles limitées (terre, eau) dans l'ensemble des pays du globe (développés et en voie de développement) et de creuser le déficit de recherche sur les voies alternatives au pétrole, au nucléaire et aux agrocarburants ainsi que sur les conséquences socio-économiques potentielles des diverses « innovations » technologiques émergentes en période de crise énergétique et écologique globale ?

⁴ Cf. « INRA- Environnement n°10 » février 2008: http://www.inra.fr/l_institut/l_inra_en_bref/l_essentiel_en_documents/serie_alimentation_agriculture_environnement